

Ressource patrimoniale et gouvernance territoriale : l'optimisation spatiale contribue-t-elle à la satisfaction sociétale ? La Participación Ciudadana à Séville

Pierre DOUART¹

¹ Université de Provence - UMR ESPACE 6012 du CNRS - 29, avenue Robert Schuman - 13621 Aix-en-Provence
pierre.douart@laposte.net

Mots clés : gouvernance territoriale, renouvellement urbain, ressource patrimoniale, participation.

Dans un contexte de mise en concurrence des territoires, tant au niveau régional (Arc méditerranéen), que local (espaces centraux des villes), il est possible de considérer que le renouvellement urbain des centres historiques des métropoles méditerranéennes est un processus d'optimisation de l'espace géographique. Le renouvellement des fonctions métropolitaines au niveau régional investit des formes vernaculaires, c'est-à-dire d'origine, mais réhabilitées au niveau local au cours d'un processus de relocalisation qui confère au centre ancien dégradé, puis rénové une nouvelle centralité. Celui-ci apporte à cette nouvelle centralité régionale des éléments symboliques et identitaires lisibles, ce qui incite les métropoles à réhabiliter les éléments patrimoniaux du centre ancien.

Les nouvelles fonctions métropolitaines recherchent des localisations prestigieuses, qui leur permettent de se démarquer. La définition d'une nouvelle centralité induit, une forte sélectivité des fonctions au sein du centre ancien, la raréfaction et donc le renchérissement du foncier disponible. Par ailleurs, le patrimoine urbain défini comme un ensemble d'éléments symboliques du centre historique, devenu ressource latente, se métamorphose en ressource patrimoniale, du fait de l'évolution des villes de l'Arc méditerranéen. Par la mobilisation de la ressource patrimoniale, constituée d'éléments matériels et immatériels, des opérations de renouvellement urbain conduisent à l'optimisation du foncier du centre ancien. L'optimisation du foncier répond ainsi aux attentes des nouveaux habitants, mais entraîne la dégradation des conditions de vie des anciens habitants. De plus, la vigueur accrue des stratégies d'éviction de résidents vulnérables conduit à la gentrification du centre ancien. Pourtant le volet social du

développement urbain durable, exige d'accorder une attention particulière aux populations fragilisées par ce processus. Or il s'avère que les enjeux identitaires liés à la rénovation du centre ancien dégradé demeurent inhérents aux modes de vie d'habitants anciens souvent modestes. Par conséquent, le résultat du renouvellement urbain des centres anciens s'il parvient à la satisfaction sociétale de nouveaux habitants, ne participe pas à celle des habitants traditionnels.

Dès lors, il reviendrait à une gouvernance territoriale, de rechercher une optimisation de la valeur du territoire par l'élaboration d'un nouveau contrat géographique (Ferrier J.P. 1998). L'émergence d'une nouvelle centralité pourrait bénéficier de stratégies de coopération au sein du système des acteurs par une démarche participative. La métamorphose de la ressource patrimoniale intégrerait l'identité du centre ancien, donc tous ses habitants, pour une meilleure articulation, à tous les niveaux, local/global, du système-territoire. L'habitation durable des territoires intègre le principe d'équité, il contribue à la satisfaction sociétale des habitants. À Séville, les institutions et la société civile animent un processus participatif de gouvernance territoriale, par le partage à tous les niveaux de la prise de décision. La *Participación Ciudadana*, contribue ainsi à l'émergence d'un consensus territorial.

Références bibliographiques

Ferrier J.P. 1998 - *Antée 2, Le contrat géographique ou l'habitation durable des territoires*, préface Guermond Y., coll. Sciences humaines, Éditions Payot, Lausanne, 251 p.